

Écoutez les podcasts du « Soir »

Retrouvez le podcast quotidien du *Soir* pour s'informer, décrypter et s'inspirer.



« À propos », c'est l'information comme vous l'entendez, avec des sujets racontés et analysés par les journalistes de la rédaction pour mieux comprendre l'actualité.



Découvrez « À propos » et tous les podcasts sur : *Le Soir* (podcasts.lesoir.be ou via l'application), « Podcast Addict », « Apple Podcasts », « Google Podcasts », Spotify et Amazon Music.

GUERRE EN UKRAÏNE

Un premier accord en attendant

Pour ses cent jours à la Maison-Blanche, Trump engrange un important accord avec l'Ukraine. Les Ukrainiens peuvent profiter de la manœuvre pour renforcer leur position face à la Russie qui est à la peine malgré le discours du Kremlin.

ANALYSE

PHILIPPE DE BOECK

L'accord signé mercredi soir à Washington entre le Secrétaire d'Etat au Trésor Scott Bessent et la ministre ukrainienne de l'Economie Ioulia Svyrydenko est une victoire pour Donald Trump. Et c'est, *a priori*, une bonne nouvelle pour l'Ukraine. On sentait que quelque chose avait changé lors de l'entrevue imprévue entre Zelensky et Trump au Vatican en marge des funérailles du pape la semaine dernière. « Je lui disais que c'était une très bonne chose » si cet accord était signé, « parce que la Russie est bien plus grande, bien plus forte », a déclaré Donald Trump mercredi soir sur la chaîne NewsNation. De son côté, Volodymyr Zelensky a salué un « accord véritablement équitable qui crée des opportunités d'investissements significatifs en Ukraine ».

Premier bémol toutefois, l'accord autour de la création d'un fonds pour la reconstruction doit encore être avalisé par le Parlement ukrainien qui va certainement analyser de très près le contenu du texte négocié en toute discrétion entre les deux gouvernements. C'est la troisième version d'un accord qui semble plus équilibré que les deux premières d'après le chef de l'administration présidentielle ukrainienne, Andriy Yermak.

« Très important pour Trump »

C'est malgré tout une bonne nouvelle pour Kiev qui risquait de perdre le soutien de Washington. Depuis la scène de l'humiliation en direct de Zelensky à la Maison-Blanche le 28 février dernier, le président américain menaçait de laisser tomber l'Ukraine si elle ne faisait pas de concession territoriale à la Russie sur les territoires occupés par la force.

« Au niveau de la symbolique, c'est une bonne nouvelle à court terme parce que cela permet à Kiev de montrer que tout va bien avec les Américains. Leur position sera un peu plus solide face à Moscou », analyse Romuald Sciora directeur de l'Observatoire politique et géostratégique américain à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris). « Mais en soi, cet accord ne garantit rien au niveau militaire pour l'Ukraine. C'est juste une forme de racket organisé. A moyen et long terme, ce n'est pas une bonne nouvelle pour l'Ukraine. »

Pour lui, il ne faut pas voir dans cet accord un soutien de Washington à Kiev. « Trump a fait de l'Ukraine sa promesse de campagne la plus importante. Il a en ligne de mire les élections de mi-mandat et veut tenir un maximum de ses promesses. Il va continuer sa pression sur Poutine et Zelensky. Entre-temps, Poutine va essayer de tirer sur la corde pour obtenir un maximum. Comme on vient d'assister à un accord entre Kiev et Washington, on devrait assister à un accord entre Kiev et Moscou, via Washington, avant l'été ou à la rentrée », explique Romuald Sciora qui est prêt à parier sur un cessez-le-feu d'ici l'automne.

Changement de narratif

Les multiples déclarations prorusse de Trump et le narratif du Kremlin repris parfois mot pour mot par l'émissaire américain Steve Witkoff ne laissent rien présager de bon pour l'avenir de l'Ukraine ces dernières semaines.

Avec le *deal* scellé mercredi, il est intéressant de voir que le narratif utilisé par Washington a évolué. « Cet accord reconnaît l'importante aide financière et matérielle que le peuple américain a fournie à la défense de l'Ukraine depuis l'invasion à grande échelle de la Russie », précise le communiqué du Trésor. Fait notable, l'expression « invasion à grande échelle de la Russie » a rarement été utilisée par le gouvernement américain depuis le retour au pouvoir de Trump le 20 janvier dernier. Ce qui est sans doute destiné à rassurer les Ukrainiens qui reprochent à l'administration Trump d'être trop encline à écouter les revendications russes.

« Cet accord montre clairement à la Russie que l'administration Trump est engagée à un processus de paix centré sur une Ukraine libre, souveraine et prospère sur le long terme », poursuit Scott Bessent dans un communiqué. Encore une fois, le narratif utilisé ne va pas dans le sens voulu par Moscou.

L'accord du 30 avril intervient parallèlement à de nombreuses tractations diplomatiques pour tenter de trouver une issue à la guerre, trois ans après le début de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Sous la présidence Biden, les Etats-Unis ont fourni plusieurs dizaines de milliards de dollars d'aide militaire, financière et humanitaire à l'Ukraine.

Trump a menacé à plusieurs reprises de couper le robinet si les Ukrainiens ne



remboursaient pas cette aide alors qu'elle a été décidée par l'administration Biden et n'a jamais été conditionnée à une quelconque « compensation ». Des élus démocrates au Congrès parlent d'ailleurs d'une « extorsion » de Donald Trump.

« Un signal pour la Russie »

« C'est un signal pour les dirigeants russes. C'est aussi un signal pour le peuple américain que nous avons une chance de participer, d'obtenir une compensation » pour les financements et armes fournies à l'Ukraine, a poursuivi le Secrétaire d'Etat au Trésor Scott Bessent, l'équivalent de ministre des Finances.

Autre bémol : l'accord ne semble pas

comporter explicitement de garanties de sécurité américaines face à la Russie, pourtant demandées par l'Ukraine ; un point sur lequel insistait beaucoup Volodymyr Zelensky. Mais les Européens travaillent de leur côté depuis plusieurs mois à la mise en place de garanties de sécurité pour l'après-guerre.

« Contraindre la Russie à arrêter la guerre »

Le Kremlin n'a pas réagi immédiatement à l'annonce d'un accord entre Américains et Ukrainiens alors qu'il avait rapidement félicité Donald Trump pour sa réélection en novembre 2024.

« L'objectif de Poutine consistait à prendre le contrôle de toute l'Ukraine mais il n'y est pas parvenu », explique

négociations Que prévoit l'accord s

DÉCODAGE

BERNARD PADOAN

La scène surréaliste du « traquenard » tendu à Volodymyr Zelensky fin février dernier dans le Bureau ovale par le président américain Donald Trump et son vice-président J. D. Vance est encore dans toutes les mémoires. Le président ukrainien s'était alors rendu à Washington pour signer un accord sur l'exploitation des minerais contenus dans le sous-sol de son pays. Le *deal* a capoté, mais d'intenses négociations se sont poursuivies à ce sujet entre les Etats-Unis et l'Ukraine.

Le président Trump a signifié à plusieurs reprises qu'il souhaitait en quelque sorte « se rembourser sur la bête » : en mettant la main sur les richesses souterraines ukrainiennes, il entendait récupérer l'aide financière et militaire américaine apportée par les Etats-Unis à l'Ukraine depuis l'invasion du pays par l'armée russe en février 2022. Le locataire de la Maison-Blanche avance le chiffre de 350 milliards de dollars (310 milliards d'euros) qui auraient été dépensés par les contribuables américains, là où l'Institut de Kiel pour l'économie mondiale (Ifw Kiel) estime l'aide américaine totale à un peu plus de 120 milliards de dollars (106 milliards d'euros). Dans la nuit de mercredi à jeudi, les Etats-Unis et l'Ukraine sont donc parvenus à s'entendre sur le partage du « gâteau », et l'accord a été signé au Trésor américain au Trésor Scott Bessent et la ministre ukrainienne de l'Economie Ioulia Svyrydenko.

1

Que prévoit l'accord économique USA-Ukraine ?

Le texte de l'accord n'a pas été rendu public, mais différentes déclarations permettent d'en esquisser les contours. Le partenariat consiste en la création d'un fonds d'investissement destiné à contribuer à la reconstruction de l'Ukraine, qui passera dans un premier temps par le développement de « projets d'extraction de minerais, de pétrole et de gaz », a indiqué Ioulia Svyrydenko sur X. Le fonds sera alimenté à parts égales par les Etats-Unis et l'Ukraine, mais cette dernière « conserve l'entière propriété et le contrôle de ces ressources », et ce sera « l'Etat ukrainien qui détermine(ra) où et quoi extraire ».

Scott Bessent a expliqué sur Fox News que le *deal* était « un message au peuple américain, que nous avons une chance de participer, de recevoir une compensation pour une partie du financement et des armes fournis à l'Ukraine ». Mais peu avant la signature du texte, le Premier ministre ukrainien Denys Shmyhal avait indiqué qu'« aucune dette, aucune aide » accordée avant la conclusion de l'accord « n'en fait partie ». Il a cependant précisé que l'aide militaire future des Etats-Unis à l'Ukraine – par exemple des nouveaux systèmes de défense aérienne – pourra être considérée comme faisant partie de la contribution américaine au financement de ce fonds.

Dans un communiqué de presse, le gouvernement ukrainien a précisé que « les ressources du fonds seront inves-

KROLL

